

UMR 6051 ARENES
Document d'autoévaluation

CAMPAGNE D'ÉVALUATION 2020-2021 VAGUE B

PROJET ET STRATÉGIE À CINQ ANS (2022 - 2026)

Le présent projet scientifique a été élaboré au sein de l'UMR Arènes dans le respect des principes de gouvernance de l'unité. Ce processus collectif s'est déployé de juin 2019 à l'été 2020 en associant les membres de l'UMR au travers d'une série de consultations et d'échanges formalisés, animés par un comité de pilotage en lien avec la direction de l'unité (voir annexe 5). Les orientations qui ont émergé de la discussion collective ont fait l'objet de consultations avec les principaux établissements de tutelle de l'UMR, leurs représentants et les conseils scientifiques ou commissions de recherche concernées. Conformément aux modèles promus par les agences d'évaluation de l'ESR, le projet s'appuie d'abord sur une évaluation du positionnement de l'unité (1) conduisant à avancer les principales lignes de développement envisagées sur la période 2022-2026 (2), en précisant la composition de ses axes et groupes transversaux de recherche et (3) les modalités de gouvernement d'une UMR mise au service de ces objectifs.

Cette version (10 septembre 2020) est un document provisoire avant vote en AG (17 septembre 2020) , avis des établissements de tutelle de l'UMR et approbation finale par le laboratoire.

Département d'évaluation de la recherche

1. Analyse SWOT : Un laboratoire pluridisciplinaire de recherche fondamentale ouvert sur la société contemporaine et ses évolutions

FORCES	FAIBLESSES
<ul style="list-style-type: none"> - Une offre de recherche pluridisciplinaire (SHS) unique dans l'Ouest sur le politique : mobilisations, démocratie, médias, politiques publiques. - Dynamisme en recherche fondamentale, expertise (diagnostics, évaluation, prospective) et recherche appliquée - Positionnement sur des domaines structurants : environnement, genre, santé, territoires, médias et journalisme, avec une ouverture internationale - Identité collective forte, appuyée sur une culture démocratique et l'implication des membres - Dynamique de relance du laboratoire, renouvellement de l'équipe de direction fédérant les composantes du site (UniR) 	<ul style="list-style-type: none"> - Tendances centrifuges dans une UMR multisites (4 campus) et multitutelles et problèmes de coordination interne - Manque d'encadrants doctoraux (HDR, DR, PU) - Instabilité dans l'équipe administrative et d'appui à la recherche - Carences en moyens de valorisation et recherche de financement de projets (UE, international) - Carences en moyens immobiliers (bureaux, espaces communs, site pivot)
OPPORTUNITES	MENACES
<ul style="list-style-type: none"> - Crises et besoin de connaissances en SHS sur les dynamiques politiques, démocratiques, l'action publique - Priorités nationales (CNRS) en santé, environnement, inégalités, genre, autonomie. - Structuration du pôle rennais et demande de recherche SHS en environnement, espace public (EUR CAPS), santé publique. - Dynamique de création d'UNIR et synergies entre établissements - Renforcement de la MSH-B et des infrastructures de recherche 	<ul style="list-style-type: none"> - Aggravation de la pénurie structurelle des moyens de recherche (matériels, RH) - Aggravation du manque de rang A (PU, DR CNRS, départs et démographie) - Pression accrue des tâches de gestion / formation au détriment de la recherche (EC et passage HDR) - Vacance de postes administratifs (responsable, gestionnaire contrat) - Contrats doctoraux non mutualisés (périmètres exclusifs) entre établissements

2. Structuration scientifique : Internationalisation, formation, diffusion

L'UMR Arènes est le laboratoire historique de sciences sociales du site rennais, plus précisément en science politique et en sociologie. Le laboratoire s'est développé autour d'axes qui ont formé toute une génération de chercheurs de renommée internationale et qui structurent encore les orientations scientifiques. Le présent projet souhaite rénover ce cadre, afin d'ouvrir des perspectives de recherche innovantes autour de trois grands objectifs : recherche fondamentale d'excellence et internationalisation ; lien renforcé avec les formations universitaires et doctorales ; diffusion du savoir et reconnaissance d'une expertise de renommée nationale et internationale sur des thématiques transversales prioritaires.

Contexte et défis : affirmer un projet d'excellence scientifique contribuant aux débats publics et aux changements sociaux

Pendant la séquence couverte par ce projet scientifique quinquennal, Arènes fêtera ses 50 ans d'activité, depuis sa création initiale en 1973 au sein de l'Université de Rennes 1 (d'abord sous le nom de Centre de recherche sur l'action publique en Europe CRAP puis CRAPE). Cet anniversaire témoigne de l'inscription dans la durée et de la large reconnaissance acquise par Arènes en tant qu'unité CNRS en Science politique et en Sociologie. L'histoire longue de l'UMR donne à voir sa capacité à se réinventer en fonction des enjeux proprement académiques, mais aussi des changements des sociétés contemporaines. Elle a su renouveler ses objets scientifiques et ses orientations disciplinaires, toujours dans une perspective interdisciplinaire, ouverte sur l'ensemble des programmes de recherche et institutions du site rennais, mais aussi plus largement à l'échelle française autant qu'internationale, grâce à l'envergure de ses recherches individuelles et collectives. Pour les années à venir, l'UMR Arènes devra en particulier relever un double défi et évoluer pour y répondre.

(1) Elle devra d'abord contribuer activement à la dynamique de convergence entre les établissements rennais, dans la logique de la création d'UNIR. Cette évolution constitue un impératif pour l'atteinte d'une masse critique au plan de l'offre universitaire comme de la recherche scientifique, avec des objectifs de visibilité et d'attractivité internationale. Avec ses cinq tutelles (Rennes 1, Rennes 2, EHESP, Sciences Po Rennes et CNRS), Arènes constitue un creuset de cette

Département d'évaluation de la recherche

identité et a vocation à crédibiliser l'offre de recherche et d'expertise en SHS sur le site de l'UNIR autour des processus et phénomènes politiques. À partir de ce socle initial de compétences et de savoirs, elle doit aider à construire le projet commun du site UNIR autour de thématiques prioritaires et d'objets scientifiques transversaux correspondant à la logique de site.

(2) Si l'UMR Arènes reste une unité de recherche académique fondamentale en sciences sociales, elle devra également assumer une ouverture encore plus prononcée aux enjeux sociétaux et politiques en dehors des sphères strictement universitaires, afin de contribuer à la construction de savoirs à diffuser, valoriser et rendre appropriables. La production de recherches dans l'UMR Arènes devra faire face aux besoins sociétaux et politiques accrus de savoirs issus des sciences humaines et sociales, permettant d'éclairer les transformations structurelles et les situations critiques qui sont apparues ces dernières années.

Un contexte sociétal singulier s'est en effet imposé, rendu particulièrement visible en 2020 : un ensemble de crises durables et multidimensionnelles (sanitaire, sociale, politique, économique, démocratique), qui confirme l'émergence d'exigences de protection de la santé, de l'environnement et l'affirmation de revendications de démocratie, d'inclusion, de droits et de citoyenneté visant à lutter contre les discriminations et inégalités sociales ou environnementales.

Dans le respect de l'exigence et la rigueur que requiert la science fondamentale, un laboratoire pluridisciplinaire en sciences humaines et sociales de l'envergure d'Arènes se doit de contribuer, par ses recherches, à penser et élaborer des réponses collectives à la hauteur de ces transformations sociales et de ces crises. Ce contexte place au centre de l'activité de recherche la question du politique, analysé à partir des sciences sociales spécialisées sur cette question (sociologie, histoire, science politique), afin d'éclairer et d'accompagner les dynamiques de changement et les transitions multiples en cours.

La recherche en SHS doit, par exemple, aider à interroger le rôle de l'État et des pouvoirs publics aux différentes échelles, ses articulations avec les groupes organisés, associations, groupes professionnels qui composent la société. Elle doit également permettre d'analyser l'effet des facteurs et processus politiques dans différentes sphères sociales, des plus évidentes (espaces politiques et médiatiques, mouvements sociaux, etc.) jusqu'aux univers plus protégés des emprises du politique, mais de plus en plus clivés comme celui de la science et de l'expertise.

Les équipes du laboratoire ont déjà acquis une expérience certaine dans la réalisation de recherches en lien avec des postures d'expertise, en répondant à des commandes d'études de diagnostics territoriaux, d'évaluation de politiques publiques, de participation à des démarches prospectives. Un certain nombre de chercheurs participent régulièrement à la rédaction de rapports d'expertise



Département d'évaluation de la recherche

et à des projets de recherche-action pour les organisations internationales, ONGs, instances européennes et collectivités.

Nous proposons de poursuivre cet effort en renforçant le lien de l'UMR avec la société civile, contribuant à une meilleure articulation science/société au travers de dispositifs innovants.

En somme, le laboratoire Arènes dispose d'une expérience reconnue en matière de recherche scientifique fondamentale et contribue déjà à sa diffusion dans les sphères non académiques. Le projet que nous proposons vise à accentuer ces dynamiques transversales et innovantes, afin de comprendre les crises et transformations actuelles et d'anticiper celles à venir, en veillant à l'utilité sociale de la science produite par l'UMR.

Priorités et objectifs (1) : confirmer une identité collective sur le site rennais et à l'échelle internationale autour des arènes publiques, des méthodes et de la formation universitaire

Dans cette perspective, notre projet scientifique met l'accent sur des priorités scientifiques et une série d'objectifs qui répondent au diagnostic stratégique (SWOT), mais font aussi écho au diagnostic et aux recommandations produits par l'évaluation HCERES lors de l'exercice précédent (2015-2020).

Laboratoire multisites et multitutelles, en croissance par des ajouts successifs réalisés sur un mode incrémental, l'UMR Arènes **a besoin de renforcer une « image collective distinctive » fondée sur une « identité scientifique globale forte et lisible »**. Pour cela, elle doit continuer à mettre à l'agenda des « programmes de réflexion d'ordre théorique, épistémologique et méthodologique » qui irrigueront et articuleront les projets transversaux interdisciplinaires ou pluridisciplinaires. Dans ce cadre, elle doit faire travailler ensemble des chercheurs d'horizons disciplinaires divers pour combiner leurs questionnements, apports et méthodes sur des mêmes objets, sur le mode inter- ou transdisciplinaire.

Le principe défendu dans notre projet se décline en trois positionnements.

(1) Tout d'abord, nous proposons de **nous appuyer sur la richesse disciplinaire** dont nous disposons: on ne peut mener de recherche inter- ou transdisciplinaire sans un appui fort sur des savoirs, méthodes et capacités de recherche enracinés dans les communautés scientifiques disciplinaires plurielles qui constituent Arènes. Nos politistes, sociologues, historien-ne-s, géographes et économistes sont toutes et tous intégré-e-s dans notre projet. D'autre part, les recherches développées dans Arènes seront dorénavant systématiquement conçues comme des opportunités de développement de partenariats et de collaborations avec des programmes et entités en dehors de l'unité : notre UMR doit s'insérer dans un écosystème dense de recherche dans le site rennais, en

Département d'évaluation de la recherche

France et à l'échelle internationale. C'est grâce à ces dynamiques que notre unité confirmera sa capacité à tenir le triple objectif de l'excellence scientifique, de l'innovation et de la valorisation des SHS dans la société.

Ce triple objectif passe en premier lieu par l'affirmation de l'identité collective Arènes : l'unité doit mobiliser les atouts existants au sein du laboratoire, lesquels ont assuré la reconnaissance scientifique acquise aux plans national et international. Celle-ci se fonde sur des analyses empiriquement rigoureuses des facteurs, processus et phénomènes politiques au sens large, couvrant un champ allant de l'étude des logiques de socialisation politique, des mouvements sociaux contribuant à la reconnaissance des problèmes publics dans les arènes politiques ou médiatiques jusqu'à l'élaboration, la mise en œuvre, voire l'évaluation des politiques publiques. Ce en proposant une analyse des formes de coordination des acteurs (publics, privés, citoyens) impliqués dans une multiplicité d'échelles d'action (internationales, européennes, nationales ou locales) et une diversité de domaines (santé, environnement, social, handicap, genre, aménagement, urbanisme...).

Ces traits distinctifs s'inscrivent dans l'histoire longue de l'unité, qui a permis d'acquérir des savoir-faire importants et une trajectoire intellectuelle reconnue dans le milieu académique francophone et international. Le concept « Arènes », choisi en 2016 pour identifier l'UMR, pointe une approche attentive aux « espaces de mise en publicité, de délibérations, [aux] sites d'activités de justification et d'un travail politique qui vise à agir sur le monde en mobilisant croyances et représentations ». Les différentes recherches menées dans les axes du laboratoire se rassemblent ainsi autour d'un intérêt commun pour la prise en compte de la dimension politique, au sens large, dans la dynamique des processus étudiés : dans les espaces publics et médiatiques, dans les évolutions des groupes professionnels de secteurs spécifiques, dans la mise en débat et la production de politique et d'actions publiques, dans les recompositions de l'État, des pouvoirs locaux ou des institutions européennes, mais aussi dans les transformations des capitalismes à diverses échelles.

(2) En second lieu, Arènes propose de se construire **une identité méthodologique**. Les questions de méthodologie des sciences sociales et stratégies de recherche sont aujourd'hui au cœur des réflexions des chercheur-e-s du laboratoire, comme elles sont au cœur des possibilités d'innovation de la recherche au niveau international. Notre UMR souhaite devenir leader en matière d'enjeux méthodologiques (techniques d'enquête, méthodes de traitement quantitatives et qualitatives, design de recherche (études de cas / comparaisons, méthodes mixtes) et épistémologiques (conditions de production de connaissances en sciences sociales, réflexions sur l'interdisciplinarité). L'ambition d'atteindre une envergure nationale et internationale sur ces questions pourra s'appuyer sur la création d'un groupe transversal (« Méthodes mixtes et épistémologie des sciences sociales »), l'organisation d'une série de séminaires et d'ateliers qui fonctionnent déjà depuis de longues années (ateliers



Département d'évaluation de la recherche

de la recherche, ateliers autour des méthodes) mais aussi sur des recherches collectives en cours sur le research design, sur les enjeux de causalité, sur les méthodes mixtes (méthodes computationnelles, analyse de données textuelles, analyse de réseau, process tracing, etc.). L'apport des chercheurs de l'axe 4 (Services de santé) issus du groupe RSMS de l'EHESP (voir ci-dessus, partie bilan) permettra de nourrir une approche multidisciplinaire féconde (épidémiologie, statistique en santé, économie).

L'UMR conduit aussi une réflexion sur la gestion des données et la diffusion de leurs techniques de recueil, de conservation et de traitement. Elle est impliquée dans la Très Grande Infrastructure de Recherche PROGEDO hébergée par la MSH-B, par l'intermédiaire d'un de ses membres qui en dirige le conseil scientifique. À terme, Arènes proposera une réflexion sur les modes de conservation et la réutilisation du matériau qualitatif de recherche dans les unités en SHS – un projet innovant de gestion des données qualitatives de nature à transformer la production des savoirs. Ces programmes sont fortement articulés à la formation doctorale, dont la rénovation a été amorcée en 2017 avec les écoles doctorales (EDSP, STT) ; ils rappellent ainsi le lien constant entre UMR et formation universitaire.

(3) Enfin, nous souhaitons que notre UMR prenne tout son **rôle en matière de formation à l'université et dans les grandes écoles**. En effet, Arènes est historiquement liée aux formations du site rennais. En premier lieu, de nombreuses mentions, aux niveaux licence et master, sont dirigées par les chercheur-e-s du laboratoire, tendance qui devra être affirmée et renforcée. L'unité s'engage dans la coordination des acteurs de l'enseignement, pour veiller à la cohérence de l'offre en matière de formation à la recherche et les étudiant-e-s de ces formations participent régulièrement aux événements scientifiques organisés par le laboratoire.

Les formations liées à Arènes doivent être particulièrement soutenues dans les domaines dans lequel le laboratoire offre un apport unique et qui singularise son offre, comme pour les diplômes reconnus en journalisme à l'IUT de Lannion et Sciences Po Rennes.

En outre, le laboratoire se renouvelle régulièrement grâce à l'arrivée en doctorat d'étudiant-e-s de master. Le laboratoire accueille tous les ans en moyenne cinq doctorant-e-s principalement issu-e-s des formations rennaises sur la base de contrats doctoraux (master APP de l'IEP, master Management public territorial de Rennes 2, master Santé publique de l'EHESP, master AFIL et Théorie politique de Rennes 1) mais aussi sur des contrats de type CIFRE (master GMT de l'IEP) ou d'autres masters (Master « Études sur le Genre » à distance multipartenarial UBO-Maine-Angers-Rennes2/Rennes1).

Le développement des contrats CIFRE doit représenter une opportunité importante pour multiplier les possibilités de financement de thèse : d'une part en raison d'un contexte de restriction des financements doctoraux universitaires,

Département d'évaluation de la recherche

mais aussi parce que ce type de contrats ouvre à des travaux hybrides, entre travail académique et expertise, menant à des logiques d'insertion académique, mais aussi professionnelles.

Depuis cinq ans, un grand nombre d'enseignant-e-s chercheur-e-s d'Arènes ont accumulé une expérience certaine dans ce domaine sur laquelle nous pourrions nous appuyer pour développer davantage de recherches doctorales financées et liées à l'écosystème local.

Priorités et objectifs (2) : afficher des choix thématiques

Le projet d'Arènes fait le choix stratégique de mettre en avant un nombre restreint de questions transversales de recherche sur des thématiques porteuses dans l'UMR et sur le site rennais.

Ce choix d'affichage ne disqualifie pas d'autres thématiques et objets travaillés par les membres de l'UMR. Le laboratoire fait collectivement le pari du maintien de la richesse de ses questionnements, la période récente liée à la crise sanitaire, comme plus généralement l'histoire des sciences, montrant suffisamment que les avancées scientifiques et les innovations ne se planifient que partiellement. La diversité de l'écosystème scientifique que représente un laboratoire est la meilleure garantie de l'émergence de pistes nouvelles, de croisements féconds et de découvertes imprévues.

Pour accroître la visibilité et l'attractivité du laboratoire, trois thématiques seront davantage affichées et structurées dans le projet, autour des questions de santé, d'environnement et d'usage public des sciences et de l'expertise.

Cette spécialisation thématique raisonnée et articulée avec la politique de site vise à favoriser le recrutement des personnels d'enseignement et de recherche (PU, DR et CR CNRS), dont le manque constitue une faiblesse structurelle de l'UMR. En complément de ses compétences déjà reconnues quant à ses axes principaux, elle vise aussi à développer une offre crédible de recherche pour capter des financements (ANR, AAP nationaux et européens) accroissant les ressources du laboratoire et sa capacité d'auto-financement de projets internes.

Le domaine de la santé constitue une première priorité thématique. Elle répond à la fois : à l'identification d'un pôle dans UniR très investi par l'EHESP, les Universités de Rennes 1 et Rennes 2 et correspondant à une forte demande institutionnelle des organismes (Coordination INSERM -CNRS HS3P-Crise notamment) ; à l'existence d'un nombre conséquent de membres d'Arènes mobilisés sur des questions liées : axe 1 sur les articulations entre politiques sociales et de santé et leurs reconfigurations ; axe 2 autour notamment du handicap, des vulnérabilités, du genre) axe 3 sur les politiques publiques de santé – environnement et nouvel axe 4 sur les services de santé ; au développement de programmes sur des sujets émergents tels que la santé environnementale (notamment par deux chercheurs CNRS récemment affectés

Département d'évaluation de la recherche

au laboratoire). Le groupe transversal consacré aux questions de genre dans la construction des problèmes de santé publique renforce ce dispositif.

Centrale pour cet objectif, la création de l'axe 4, répond à la convergence entre deux logiques fortes : d'une part, l'EHESP, devenue depuis 2008 grand établissement d'enseignement et de recherche, a inscrit dans son projet stratégique d'établissement 2019-2023 « *le développement d'un axe sur les services et management en santé* », pour répondre à l'émergence de ce champ de recherche au plan international (domaine HSR, *Health Services Research*) (cf. partie bilan ci-dessus). D'autre part, Arènes a développé depuis plusieurs années une thématique de recherche interdisciplinaire en santé, couvrant les champs de l'éducation, de la santé publique, des politiques sanitaires et sociales. Cette orientation a été consolidée par une série de recrutements (notamment CR CNRS) liés à ces thématiques. L'objectif est donc que cette orientation puisse s'élargir au domaine des HSR que l'EHESP propose d'investir, en promouvant des travaux interdisciplinaires de haut niveau centrés sur les transformations des systèmes de santé. L'enjeu scientifique consiste en un enrichissement mutuel de deux équipes initialement distinctes, désormais amenées à travailler de concert et à croiser plusieurs apports disciplinaires présents dans Arènes et dans les équipes de l'EHESP (science politique, sociologie, histoire, économie, sciences de la gestion). Nous faisons le pari du caractère fortement heuristique de ce dialogue pour éclairer des objets liés au champ HSR au sens large, couvrant les interactions entre politiques publiques, organisations et services de santé. Il s'agit dans ce cadre de produire la recherche et la réflexion fondamentales essentielles sur ces questions pour irriguer les activités d'évaluation, d'expertise et de formation menées à l'EHESP. L'objectif est de contribuer à l'amélioration des performances, au sens pluriel du terme, du système et des services de santé. La création d'un nouvel axe 4 vise en ce sens à faciliter l'inclusion de ces nouvelles compétences et disciplines au sein du laboratoire Arènes et leur articulation avec les préoccupations et recherches déjà reconnues sur ces thématiques. Elle nécessitera, au cours du contrat, une attention et un effort particuliers pour développer des échanges, et des hybridations entre les programmes de recherche des 4 axes.

La deuxième priorité thématique porte sur les questions environnementales au sens large, et vise à se positionner en tant que laboratoire de sciences sociales sur des sujets tels que la gestion des ressources et de l'énergie, la mise en œuvre des transitions liées au changement climatique, mais aussi la prévention des pollutions et les atteintes à la santé venant des environnements extérieurs comme intérieurs. Arènes souhaite renforcer sa visibilité et sa production de recherches en SHS dans ce champ au centre d'enjeux contemporains majeurs. Ce domaine est également particulièrement investi par de multiples composantes du site rennais, autour des programmes centrés sur l'intelligence

Département d'évaluation de la recherche

environnementale, copilotés par l'OSUR (Rennes 1) et la MSH-B, assurant pour la partie SHS la mise en réseau des laboratoires et équipes pertinentes.

L'approche privilégiée par Arènes puise ici aussi dans la capacité unique du laboratoire à analyser les multiples déterminants des politiques environnementales au moyen d'approches croisées : rôle des mobilisations, des mouvements citoyens et des représentants politiques dans la construction et le soutien aux causes environnementales, mais aussi comme parties prenantes des interventions publiques ; portage des problèmes environnementaux et contribution des acteurs médiatiques à leur représentation et leur cadrage, leur visibilité et leur politisation ; place des savoirs et de l'expertise dans la décision, les instruments et la fabrique des politiques publiques.

Cette priorité sera affirmée dans Arènes par la structuration d'un groupe de recherche transversal dédié à ces questions (autour de la politique des savoirs environnementaux) et par la poursuite de plusieurs programmes dans l'axe 3 relatifs à l'histoire et à l'analyse des politiques publiques environnementales. Enfin, outre les connexions évoquées avec le projet porté par l'Université de Rennes autour de l'intelligence environnementale, Arènes contribuera activement aux activités de l'Atelier d'écologie politique (EPOLAR : Ecologie Politique à Rennes et en Armorique), groupe interdisciplinaire réunissant des chercheurs des établissements rennais.

Une troisième priorité thématique portera sur les savoirs et leurs usages publics. Il s'agit ici de réactiver et de placer au premier plan une tradition de réflexion, dans Arènes, sur l'expertise et plus largement sur la place des sciences et des savoirs technico-scientifiques (données, modélisations) dans la sphère médiatique, dans les espaces de débat et les systèmes de représentations, ainsi que leurs impacts sur la décision et de l'élaboration de politiques publiques. Le traitement des problèmes collectifs, dans le cadre des crises sanitaires ou environnementales notamment, engendre des interactions de plus en plus nombreuses entre scientifiques et populations, experts et décideurs administratifs ou politiques : on peut penser à la circulation de l'information scientifique et médicale, relayée médiatiquement au prix de transformations et parfois de déformations majeures, aux controverses concernant la nature et l'extension des dangers, des causalités et des responsabilités en jeu, aux formes de polarisation et de politisation de ces savoirs, à l'usage instrumental de savoirs nouveaux, tels les neurosciences ou les sciences comportementales, pour transformer la vision et la régulation de problèmes.

Ces interactions sciences – société se sont accrues et posent la question des usages publics des savoirs scientifiques, et plus largement des politiques de production de la science et de la recherche qui les régulent. Ces domaines peuvent être éclairés par les apports et outils de la sociologie de l'expertise, de l'histoire et de la sociologie des sciences. Ce chantier exploratoire de recherche est par nature transversal à plusieurs axes du laboratoire et concerne

Département d'évaluation de la recherche

potentiellement tous les membres de l'unité, mais aussi d'autres laboratoires non-SHS produisant des savoirs mis en circulation et mobilisés publiquement (ou à l'inverse ne parvenant pas à se diffuser hors des cercles scientifiques). Cette priorité sera identifiée par la mise en place d'un séminaire interne transversal qui pourra évoluer vers un groupe de recherche.

Positionnement du laboratoire

Le choix stratégique d'Arènes consiste à privilégier une logique de convergence entre les établissements d'UniR, avec pour conséquence un accent mis sur les projets transversaux associant plusieurs axes du laboratoire et le développement de collaboration avec l'ensemble de ses établissements.

Dans cette perspective, **le laboratoire renforcera ses liens avec la MSH-B**, dont la vocation est de structurer la recherche en SHS dans l'espace régional et à l'échelle du site rennais. La tendance à la raréfaction des moyens et les menaces conjoncturelles (post-Covid 19) rendent indispensable une plus grande mobilisation et la mise en réseau des moyens d'appui à la recherche.

Cette mise en commun devrait pouvoir aussi améliorer la mise en place de programmes collaboratifs et une meilleure diffusion des résultats de recherche en SHS à l'échelle du site. Dans ce cadre, Arènes poursuivra et développera, de façon bilatérale, des projets avec les autres laboratoires sur ses thématiques prioritaires et sujets de recherche (en particulier ESO, IODE, AMURE (Brest) ou CENS (Nantes)). Comme indiqué supra, l'UMR encouragera en interne et mobilisera activement les infrastructures de recherche portées par la MSH-B (PROGEDO, HUMANUM), qui constituent des atouts forts pour la recherche en SHS sur le site rennais.

Sur le plan national, l'ancrage d'Arènes dans les réseaux disciplinaires en SHS (sociologie – AFS, science politique – AFSP, histoire) sera développé pour inscrire l'unité dans des collaborations régulières avec d'autres unités CNRS pertinentes pour ses thématiques (par exemple CERMES sur la santé, CSO – Sciences Po en santé environnementale, sécurité sanitaire et politiques publiques ; SAGE (Strasbourg) sur les politiques environnementales, etc.).

Cet effort de mise en réseau sera prolongé aux plans européen et international dans le cadre des associations professionnelles auxquelles les membres d'Arènes ont contribué de longue date (ECPR (European Consortium for political research), IPPA (International public policy association), etc.), mais aussi dans les réseaux de centres de recherche associés aux établissements de tutelles, telles les Écoles de santé publique étrangères associées à l'EHESP.

Il a également été décidé de mettre en place un Conseil scientifique international (sous la forme d'un « International Advisory Board ») réunissant des personnalités susceptibles d'apporter un regard global et dépassant les frontières nationales sur le projet scientifique de l'unité et sa mise en œuvre.



Département d'évaluation de la recherche

Le projet d'ARENES s'appuie sur un partenariat entre l'UMR et Sciences Po Rennes, dont les activités de recherche sont en grande partie portées par des membres du laboratoire. Les convergences sont nombreuses entre les projets scientifiques des deux entités, en particulier sur les thématiques d'environnement et de transition, d'inégalités et de démocratie mises en avant par la Direction de la recherche de Sciences Po Rennes (projet de juin 2020), et qui trouvent des échos nombreux dans le présent projet. Cette articulation forte est traduite par le soutien accordé par l'IEP de Rennes au laboratoire.

Projet d'axes et groupes de recherche

Les axes du présent projet 2022-2026 (ex-« équipes » du précédent contrat) sont des regroupements thématiques qui permettent d'identifier les principaux sujets intéressant les membres du laboratoire. Ils constituent le socle identitaire durable qui donne à voir les grands axes d'expertise par rapport auxquels l'UMR peut prétendre se positionner aux niveaux national, international et local et dessinent la trame de fond organisationnelle du laboratoire. Ils sont des incubateurs d'idées où peuvent émerger des collectifs de recherche nouveaux, des réflexions méthodologiques communes, transversales, au-delà des objets de recherche spécifiques à chacun.

Si les axes sont des pôles de spécialité, réunissant des projets individuels ou collectifs autour de thématiques communes, les groupes de recherche transversaux préparent l'avenir (« chantiers » du précédent contrat). Ils rassemblent des chercheurs d'Arènes, permanents ou associés, ainsi que d'autres partenaires extérieurs pour penser et promouvoir un sujet central dans la dynamique scientifique actuelle. Ils correspondent aux priorités du laboratoire pour construire l'avenir.

Le choix de structuration opéré pour ce projet est le suivant : **les quatre grands axes définissent les grands domaines de recherche et d'expertise du laboratoire.** Trois d'entre eux, correspondant aux domaines historiques d'Arènes sont revisités afin d'être de constituer une trame de fond cohérente avec nos objectifs scientifiques ; un nouvel axe constitue un développement original pour le laboratoire, dans la recherche appliquée aux services de santé et leur gestion.

Ces axes sont dynamisés par **3 groupes de recherche transversaux** qui portent sur des enjeux thématiques prioritaires pour l'UMR et sont des chantiers où se dessine le futur scientifique d'Arènes, des signaux visibles pour attirer aussi des nouveaux membres et engendrer des synergies originales.

Axe 1 - Inégalités sociales et de santé aux âges de la vie



Département d'évaluation de la recherche

Responsables : Tom Chevalier (CNRS), Delphine Moreau (EHESP), Alis Sopadzhyan (EHESP)

Trois grandes thématiques, s'appuyant sur des projets de recherche collectifs et des réseaux d'échange, structureront la dynamique de l'axe :

Organisations et professionnels du Welfare

L'axe continuera en premier lieu à s'intéresser à l'évolution des systèmes de protection sociale aux échelles nationale et internationale et à ses effets sur les organisations et les pratiques des professionnels dans les champs sanitaires, sociaux ou médico-sociaux.

L'axe participera ainsi à l'European social policy network, ESPN (2019-2023), dispositif financé par la Commission européenne chargé de faire le point sur les réformes dans différents domaines de la protection sociale : pauvreté, famille/enfance, santé, perte d'autonomie, retraites, minima sociaux, indemnisation chômage. Il est également impliqué dans l'organisation d'une série de séminaires soutenus par l'IRESP sur « Les organisations du Welfare. Organisation et pratiques du médico-social », qui repose sur un réseau de recherches associant Arènes, le CERMES 3 et Handéo.

L'enjeu du décloisonnement du système social, médico-social et de santé constitue une des dimensions structurantes de l'axe dans le prolongement de plusieurs recherches collectives nationales ou internationales achevées lors du précédent quadriennal (POLIA INLOVE, financement IDEX Paris Sorbonne Cité ; DYANA, financement Fondation de Coopération Scientifique pour la recherche sur la maladie d'Alzheimer et maladies apparentées ; « Décloisonnement des organisations et renégociation des places des acteurs du soin : les effets du développement des activités de pharmacie clinique en psychiatrie générale », financement Fédération Hospitalière de France). Un projet de recherche collective sur les politiques de « parcours » visant à décloisonner l'accompagnement social, médico-social et de santé des personnes vulnérables est en préparation. Il permettra de fédérer autour d'un questionnement commun des chercheurs de l'axe ayant développé depuis plusieurs années des travaux sur les politiques et les pratiques d'accompagnement des personnes vulnérables dans les secteurs du vieillissement, du handicap, de la santé mentale, de la protection de l'enfance, etc. et de faire un pont entre ces différentes recherches jusqu'ici assez cloisonnées. Un financement IRESP sera prioritairement visé.

L'intérêt porté aux transformations des champs sanitaires, sociaux ou médico-sociaux, se traduira également par des travaux sur les pratiques des professionnels et la place des usagers et des savoirs expérientiels dans ces secteurs. Plusieurs corps de métiers sont concernés par une diversité de recherches – les gériatres, les psychiatres, les infirmiers, les gestionnaires de cas, les référents handicap, les pharmaciens, les professionnels de la petite enfance,

Département d'évaluation de la recherche

les aides à domicile, les travailleurs sociaux, etc. Cette dynamique bénéficiera de la pérennisation du Collectif de recherche sur le handicap, l'autonomie, société inclusive (CoRHASI), espace d'échange entre des chercheurs et enseignants-chercheurs d'Arènes et de l'EHESP sur leurs travaux en cours. Ce collectif bénéficie d'ores et déjà d'un soutien institutionnel de la part de l'EHESP et dispose d'une page internet dédiée.

Enfin, le lancement d'un nouveau programme prioritaire de recherche (PPR), porté par le CNRS pour les six prochaines années, sur l'autonomie, et dont la responsabilité a été confiée à Claude Martin, constitue une véritable opportunité pour les membres de l'axe 1, qui ont beaucoup investi depuis une vingtaine d'années les thématiques de la préservation de l'autonomie, qu'il s'agisse de personnes en situation de handicap ou en perte d'autonomie du fait de leur âge et/ou de maladies chroniques physiques ou psychiques. Les réponses aux instruments que mettra en place ce PPR de 30 millions d'euros (appel à manifestations d'intérêt, appels à projets ANR, etc.) pourra mobiliser conjointement l'axe 1 et l'axe 4, ce qui permettra de croiser les expertises disciplinaires (science politique, sociologie, économie, sciences de gestion, épidémiologie) et les méthodes afin de développer une approche innovante de ces questions.

Expériences et pratiques des usagers, inégalités sociales et de santé

L'intérêt porté aux transformations des politiques et des pratiques dans les champs sanitaires, sociaux ou médico-sociaux conduit également les membres de l'axe 1 à s'intéresser à l'effet de ces politiques, pratiques et routines, qu'elles soient institutionnelles ou professionnelles, sur l'expérience des usagers du système, et sur les inégalités sociales et de santé associées. L'axe participe ainsi au projet CANOPEE : « CANcers chez les personnes suivies pour des troubles Psychiques sévères : quelles difficultés dans les parcours de soins ? » (2020-2022), financé par l'Institut National du Cancer (INCA) et coordonné par l'IRDES. Le projet PROPLAINT (2018-2020), financé par l'IRESP, s'intéresse à « La critique ordinaire des usagers en santé mentale : du processus d'émergence et de traitement des plaintes au sein des établissements (service psychiatrique et EHPAD) à leurs effets sur l'institution ». La dimension internationale des logiques d'usagers est également présente dans cet axe, avec le projet « Spatial And Network Analysis of Health Insurance Claims in India » (SANAHIC) qui porte sur les pratiques de recours et de traitement des demandes de remboursement auprès de l'assurance maladie en Inde.

Les inégalités sociales et de santé sont également abordées à travers les approches intégrées de santé qui analysent l'incidence des milieux de vie, des politiques d'urbanisme et d'aménagement, des politiques éducatives, des stratégies locales de promotion de la santé, sur la santé globale. Certaines populations (migrants, étudiants entrepreneurs, jeunes enfants) font l'objet d'une attention spécifique. Le projet de recherche interventionnelle GreenH-City

Département d'évaluation de la recherche

(GoveRnance for Equity, ENvironment and Health in the City), financé par l'INCa, mené en collaboration avec des partenaires académiques (Université de Nanterre, Institut de Santé Globale de Genève) et le Réseau Ville-Santé de l'OMS, explore les configurations municipales favorables à la prise en compte de la santé dans toutes les politiques (SdTP), notamment les politiques de verdissement. Ce projet, qui s'achèvera sur la période 2020-2021, a suscité des collaborations internationales concrétisées par le dépôt d'un nouveau projet dans le cadre du financement H2020-SC1-BHC-2018-2020 « Better Health and care, economic growth and sustainable health systems » piloté par Queens University, Belfast. L'exploration des outils et des méthodes de partage de connaissances a par ailleurs abouti à la production d'un guide opérationnel ISadOrA (Intégration de la Santé dans les Opérations d'Aménagement) réalisé par l'EHESP en partenariat avec l'a-urba. Il vise à répondre aux enjeux de santé publique et d'environnement à l'échelle des opérations d'aménagement. Le projet CUSSH (Complex Urban Systems for Sustainability and Health), piloté par University College London qui associe l'EHESP et Rennes Métropole, s'intéresse aux effets sur les politiques urbaines de ce type d'outils de partage de connaissances dans le champ de la santé environnement. L'évaluation d'impact sur la santé, qui se déploie largement en France aujourd'hui, est également analysée à travers les processus d'émergence, de diffusion et d'institutionnalisation ainsi que comme instrument favorisant la prise en compte de la santé et de l'équité dans toutes les politiques. Ce sujet fait l'objet d'une thèse (la première en France) dans le laboratoire Arènes.

Enfin, faisant suite à la crise sanitaire du printemps 2020 et à l'épidémie de la COVID-19, des membres de l'axe sont impliqués dans le comité scientifique d'une recherche financée dans le cadre de l'ANR flash et soutenu par l'ITMO santé publique et Santé publique France, sous la direction de l'Inserm (IRIS) et Sorbonne université, le projet SAPRIS pour « Santé, perception, pratiques, relations et inégalités sociales en population générale pendant la crise COVID-19 ». Cette recherche implique un consortium comprenant l'IRIS, l'INED, l'INSERM, Paris-Saclay, Sorbonne-Université et le CNRS. Le matériau est basé sur le traitement des données recueillies auprès de plus de 120000 sujets issus des cohortes suivantes : CONSTANCES, ELFE-EPIPAGE, NUTRINET et E3N-E4N. Quelques membres de l'axe sont mobilisés dans le traitement des données concernant le soutien social et l'enfance. Les mêmes membres de la chaire enfance, bien-être, parentalité, sont impliqués dans une autre recherche, EPICOV (Epidémiologie et Conditions de Vie liées au COVID-19), une enquête de cohorte portée par l'INSERM, l'INED ; la DREES ; l'INSEE, santé publique France ; Paris Saclay. Ces deux enquêtes apporteront des informations précieuses sur les inégalités accentuées par la pandémie.

Ages de la vie et socialisations

Un dernier pôle issu des réflexions sur les transitions et les politiques des âges de la vie s'intéresse à la construction des inégalités sociales et de santé à travers les relations intergénérationnelles et à leur régulation politique et normative.

Sur les questions de socialisation et de reproduction sociale, un projet d'ANR Open research area (2020-2022) a également été déposé à l'automne 2019 avec des collègues canadiens et allemands sur les pratiques de socialisation des élites digitales dans trois cités (Berlin, Toronto et Paris). Il a été présélectionné pour la deuxième phase de sélection mais n'a malheureusement pas été retenu. Les membres du consortium ont l'intention de le proposer à nouveau en 2021. Faisant suite aux travaux menés dans le cadre de la chaire « Enfance, bien-être et parentalité » (2017-2020), une nouvelle recherche qualitative est menée sur la vision que les adolescents et lycéens se font du futur et la manière dont ils échangent avec leurs parents et leurs proches à ce sujet (AFFUT).

Par ailleurs, l'équipe souhaite prolonger le projet POTERRI (Politiques territoriales de la petite enfance – implantation des services et prise en compte des inégalités sociales de santé – financé par le Conseil départemental 35, l'IRESP et la CNAF), par un travail sur les effets de ces politiques sur les dynamiques et socialisations professionnelles locales et leur rôle dans la prise en considération des besoins fondamentaux de l'enfant, ainsi que sur les relations établies avec les familles autour de ces questions.

La régulation des inégalités sociales associées aux différents âges de la vie est également traitée au sein de travaux sur les déterminants de la pauvreté des jeunes adultes dans une perspective comparée. Un projet en collaboration avec la DREES a été lancé mobilisant les données EU-SILC d'Eurostat. D'un côté, il s'agit de décrire précisément la situation de pauvreté des jeunes en Europe en mobilisant différents indicateurs (pauvreté monétaire, pauvreté en conditions de vie, pauvreté subjective). De l'autre côté, il s'agit d'identifier les déterminants (micro et macro) de ces situations de pauvreté. Un des objectifs est notamment d'évaluer le rôle de l'action publique et des régimes d'État-providence pour rendre compte des différences nationales en matière de pauvreté des jeunes. Cette collaboration s'inscrit par ailleurs dans un projet plus large sur les inégalités, les jeunes et les États sociaux en Europe, qui débouchera notamment sur la publication prochaine d'un ouvrage collectif sur le sujet dans la collection « Vie des idées » des Presses Universitaires de France.

L'axe continuera à organiser a minima six séminaires par an afin de présenter les travaux en cours de ses membres.

Mots-clés : solidarités, protection sociale, handicap et perte d'autonomie, enfance-jeunesse, migration(s), santé mentale, promotion de la santé,



Département d'évaluation de la recherche

vulnérabilités, politiques publiques, organisations et professionnels du Welfare, expérience(s) des usagers.

Axe 2 - Mobilisations, espaces publics et médiatiques

Responsables : Gildas Brégain (CNRS), Cégolène Frisque (U.Nantes), Guillaume Sabin (Rennes 1), Bénédicte Toullec (Rennes 1)

Le projet de l'axe 2 pour 2022-2026 s'inscrit dans la continuité des recherches menées ces cinq dernières années tout en renouvelant les terrains et les angles d'approche. Comme précédemment, il sera adossé à des programmes collectifs ancrés dans une dimension internationale forte, tant du point de vue des terrains investigués (Afrique du Nord, Amériques, Chine et Turquie notamment) que des questions posées à la recherche en sciences sociales.

Les membres de l'axe 2 participent à l'ancrage de l'unité dans la dynamique inter-institutionnelle rennaise. Fort du partenariat qu'Arènes a engagé avec l'EUR CAPS (Creative Approaches to Public Space), l'axe 2 investit la question de l'inventivité politique que révèle l'appropriation renouvelée des espaces publics. De plus, ses membres contribuent activement à tisser des liens avec la MSHB (publication des volumes 2 et 3 de la collection « Métier de chercheur », co-édition MSHB-PUR sur les thèmes de l'écriture en SHS, de l'innovation en SHS). Enfin, plusieurs membres sont impliqués dans la collection « Res Publica » des Presses universitaires de Rennes et dans le comité de rédaction de la revue *Sur le journalisme-About Journalism-Sobre jornalismo*.

Dans le prolongement des recherches menées pendant le dernier quadriennal, trois questionnements transversaux, posant chacun singulièrement la question de la visibilité et de l'invisibilité politique, continueront de nourrir les recherches menées par les membres de l'axe au sein de petits collectifs.

[Interroger la politique par ses marges](#)

Un premier volet de questionnement s'attache à analyser l'histoire et les pratiques de fractions invisibilisées de l'espace social. Ainsi, à titre d'exemples, Gildas Brégain organisera un colloque international sur l'histoire du handicap. Patricia Loncle et Emmanuelle Maunaye continueront de leur côté à aborder, dans le cadre d'un projet coordonné par cette dernière et financé par la CNAF, les pratiques de colocation des jeunes et leurs influences sur les trajectoires d'accès des jeunes à l'âge adulte. Sami Zegnani poursuivra son implication dans l'enquête ETST de l'Observatoire des Transformations dans le Monde Arabe (INED, Faculté des sciences humaines et sociales de Tunis, financement du ministère des affaires étrangères). Jean-Luc Richard continuera à s'investir dans un projet international sur les demandeurs d'asile et les femmes migrantes,

Département d'évaluation de la recherche

financé par l'Institut Convergences Migrations. Jeanne Toutous est engagée dans un projet de recherche collectif international, SMILE (Sustaining Minority and Indigenous Languages in Europe) consacré à la revitalisation de langues minoritaires. Enfin, Florent Villard poursuivra son investigation des questionnements relatifs aux problématiques postcoloniales et à l'orientalisme dans ses travaux consacrés à la Chine.

D'autre part, il s'agira d'investir la question des « marges en marche », notamment à travers la poursuite de recherches sur l'action collective et les mouvements sociaux, qui mobilisent une part importante des chercheurs de l'équipe 2. De ce point de vue, des liens resserrés seront développés avec des collègues et unités de recherche selon une logique interdisciplinaire (par exemple des liens avec la psychiatrie pour les recherches sur la radicalisation, menées par Sylvie Ollitrault, ou encore avec des collègues sociologues de l'UMR ESO (notamment Eve Gardien) à l'occasion d'un projet d'ANR promu par Gildas Brégain sur les mouvements pour les droits des infirmes civils au XXe siècle en Amérique latine, en Afrique du Nord et en Europe, et d'un projet IRESP sur les mouvements d'entraide entre pairs dirigé par Eve Gardien. De plus, plusieurs thèses en cours, celles de Madeg Leblay ou de Jeanne Toutous, interrogent le militantisme et son renouvellement. Christine Guionnet poursuivra aussi la valorisation éditoriale des recherches consacrées à Nuit Debout. Par ailleurs, dans le prolongement de la dynamique produite par la participation de plusieurs membres de l'équipe 2 à l'ANR Sombrero (2013-2018), une nouvelle enquête, consacrée aux luttes rennaises syndicales, féministes et de la gauche radicale de la décennie post-68 ainsi qu'aux parcours de ceux et celles qui en ont été les acteurs, a été lancée (par Clémentine Comer, Bleuwenn Lechaux, Maëlle Moalic, Alice Picard, Pierre Rouxel et Sébastien Ségas), afin de poursuivre et d'éclairer des angles morts de cette recherche.

Arènes médiatiques

Un troisième ordre de questionnement renvoie au rôle des médias et des journalistes dans la construction des représentations politiques. Sont explorés : le rôle des correspondants locaux ; les effets du journalisme multi-supports ; la presse régionale et le numérique ; les assignations genrées dans les médias ; la politique à la télévision et les usages militants des médias ; le « journalisme citoyen » en ligne. Plusieurs projets internationaux mobilisent l'équipe, notamment dans le cadre de partenariats resserrés avec des chercheurs brésiliens. Florence Le Cam prend notamment part à un projet financé par la CAPES (Brésil) proposant une socio-histoire de la jurisprudence de la délivrance des cartes de presse entre le Brésil et la Belgique. Elle participe aussi à un projet autour de l'analyse de la circulation de l'information au niveau local, qui implique un collègue brésilien dans le contexte de l'appropriation massive de WhatsApp au Brésil.

Rapports de genre, rapports au genre

Dans tous les axes précédemment énoncés, la dimension du genre est structurellement intégrée. La construction des rapports de genre et des rapports au genre continuera d'être présente de trois manières. D'abord, à travers la valorisation éditoriale des productions tirées d'événements scientifiques (notamment le colloque sur les rapports ordinaires au genre organisé en octobre 2018 à Rennes). Ensuite, les membres de l'équipe sont impliqués dans des projets de recherche qui mobilisent en premier lieu la question du genre. Plusieurs chercheur·e·s se penchent sur la thématique de l'égalité professionnelle. Béatrice Damian et Eugénie Saitta s'impliquent ainsi dans le programme EUPRERA (European Public Relations Education and Research Association, 2018-2021) qui vise notamment à favoriser l'intégration sociale des femmes dans l'industrie de la communication (médias audiovisuels, marketing digital, relations publiques) dans plusieurs pays de l'UE (Belgique, Croatie, Espagne, France, Grande-Bretagne, Grèce, Portugal, Serbie). De son côté, Florence Le Cam se penche sur les carrières et conditions de travail et de vie des journalistes femmes belges (avec Manon Libert, Université de Mons). Enfin, plusieurs membres de l'équipe ont lancé une recherche collective permettant de valoriser ce qui, résolument, s'avère constituer une véritable force et de notre laboratoire (et notamment de l'équipe 2) en l'articulant à d'autres questionnements (cf. chantier « Genre, santé et construction des problèmes publics).

*

**

Pour la période à venir, afin de faire émerger de nouvelles perspectives de recherche entre tous les membres de l'axe 2, les coordinateurs de l'axe souhaitent travailler en petits groupes transversaux sur une ou deux nouvelles thématiques, soit sur la professionnalisation/déprofessionnalisation, soit sur les approches transnationales. C'est le collectif qui choisira d'avancer sur l'un ou les deux projets. Ce travail s'effectuera deux fois par an lors de journées de réflexion collective, où chacun sera amené à discuter de ses propres recherches sous l'angle de la thématique étudiée, et à s'ouvrir à d'autres méthodologies et problématiques afin de sortir de son cadre habituel d'analyse. Ces réflexions permettront de rédiger des projets d'articles individuels et collectifs, qui seront ensuite discutés collectivement, améliorés puis publiés sous la forme d'une publication collective.

Les circulations transnationales : quelle reconfiguration des territoires et des acteurs locaux ?

Cet axe thématique questionnera en premier lieu l'influence du transnational sur les dynamiques observables à l'échelle locale ou nationale, en analysant les circulations transnationales d'idées, d'acteurs (militants, journalistes, etc.), de

Département d'évaluation de la recherche

matériels (journaux, livres, photos, etc.), de statuts ou de normes professionnelles. L'idée n'est pas de montrer que tout relève du global, mais bien au contraire de nuancer et de complexifier l'analyse, en étudiant comment les circulations transnationales peuvent contribuer à reconfigurer les territoires locaux, mais aussi à modifier les stratégies déployées par les acteurs locaux. Les échanges transnationaux peuvent ainsi contribuer à des mouvements de relocalisation/reterritorialisation de certaines pratiques, comme c'est le cas dans les revendications autochtones ou les luttes environnementales de type ZAD. Les dynamiques contraires méritent aussi d'être analysées, comme les stratégies d'internationalisation des acteurs nationaux ou locaux, ou les stratégies de coordination internationale des actions entre acteurs.

Cet axe interrogera aussi le rôle des différents acteurs (mouvements sociaux transnationaux, organisations internationales, etc.) dans ces circulations transnationales, ainsi que la sélectivité des éléments qui circulent à l'échelle internationale ou d'un pays à l'autre. Cette sélectivité est particulièrement à interroger en ce qui concerne les informations et la terminologie qui leur est liée.

Professionnalisation / Déprofessionnalisation

Les sciences sociales ont largement étudié les processus de professionnalisation touchant de nombreux métiers. Dans quelle mesure observe-t-on des phénomènes inverses de déprofessionnalisation depuis une vingtaine d'années ? Différents facteurs peuvent y contribuer. On a d'abord assisté à une précarisation accrue de l'emploi dans certains secteurs d'activité. La présence ou la concurrence croissante des « amateurs » a parfois aussi pu poser la question de la déprofessionnalisation. La marchandisation de certaines activités et la concurrence croissante ont aussi pu toucher certains secteurs, qui tendent à perdre leur spécificité voire leur autonomie symbolique. Quels effets ces différents phénomènes ont-ils sur le sentiment de professionnalité des individus ? Quel rôle les organisations professionnelles jouent-elles, soit dans la lutte contre ces processus, soit dans leur accompagnement, soit dans le maintien (compensatoire ?) des représentations et du groupe professionnel ?

Au niveau collectif, on observe ainsi un flou croissant de certaines frontières professionnelles, une porosité croissante entre activités (comme le journalisme et la communication...), un affaiblissement des modes de régulation... Dans quelle mesure s'agit-il d'une forme de déprofessionnalisation ? Dans quelle mesure également la démocratisation d'outils de travail, jusqu'à il y a peu réservée exclusivement à des professionnels, ouvre-t-elle de nouvelles pratiques (presse écrite, journalisme, vidéo, etc.) ? La déprofessionnalisation n'est-elle pas aussi parfois une activité délibérée, une manière de répondre à des pratiques professionnelles qui sont perçues comme (devenues) trop institutionnelles, répondant à des protocoles et des normes idéologiques qui permettent difficilement d'innover ou de tenir compte des changements sociaux en cours ?

Axe 3 - Action publique, démocratie et territoires en transition

Responsables : Thomas Frinault (Rennes 2), Renaud Hourcade (CNRS), Arnaud Stimec (Sciences Po Rennes)

Cet axe composé majoritairement de politistes s'est ouvert à la pluridisciplinarité avec le rattachement de membres issus de la sociologie, de l'histoire, de la géographie, des sciences de la gestion et des études d'aires et civilisations. Il s'appuie sur une tradition de recherche présente depuis le milieu des années 1990 à Sciences-Po Rennes, incarnée aujourd'hui par la Chaire TMAP, centrée sur les dimensions territoriales de l'action publique et l'articulation entre niveaux de gouvernement.

Durant la période antérieure, cet axe a bénéficié de l'arrivée de chercheurs CNRS et d'enseignants-chercheurs dont les thématiques prolongent et renouvellent les questionnements initiaux. Les chercheurs de cet axe se retrouvent aujourd'hui autour d'un intérêt pour les activités de gouvernement, de l'étude des professionnels politiques et de la compétition électorale à celle de politiques publiques sectorielles, des instruments, mesures et dispositifs d'intervention, analysés de leur conception à leur mise en œuvre aux multiples niveaux territoriaux.

L'axe encourage une pluralité de points de vue, d'épistémologies et de perspectives disciplinaires sur les acteurs, les organisations et sur les pratiques de gouvernement : sociologie de l'action publique et des organisations, approches de gestion, économie, histoire du temps présent, études d'aires culturelles.

Un trait distinctif est de donner la priorité aux territoires comme échelle d'observation, en prenant le local comme laboratoire pour explorer des processus multiniveaux et des interactions plus larges entre pouvoirs. Cette attention à la dimension multiniveaux se manifeste en matière de compétition électorale par l'étude des interdépendances entre marchés politiques nationaux et locaux. Dans l'analyse des régulations et actions de gouvernement, elle s'incarne par le souci d'inscrire les recherches dans les espaces européen et international.

Les notions de politique, de pouvoirs, de rapports sociaux entre acteurs (citoyens, élus, dirigeants et agents administratifs, forces économiques) sont centrales pour comprendre les déterminants des activités gouvernementales. En particulier, les inégalités d'accès aux postes, la distribution différentielle de ressources entre groupes permettent d'éclairer les écarts à la norme démocratique dans la compétition électorale, le design ou l'application des politiques. Ces travaux nourrissent une réflexion globale sur les multiples dimensions des inégalités et leur croisement.

Département d'évaluation de la recherche

Les travaux menés dans l'axe se caractérisent également par l'investissement dans des méthodes d'investigation empirique originales et le souci de fonder les analyses sur un éventail de techniques d'investigation et d'interprétation des données, sans exclusive ni a priori méthodologiques ou théoriques : usage de méthodes mixtes (approches qualitative et quantitative), pratique des comparaisons à petit ou moyen nombre de cas ; mobilisation des données en masse (big data, gisements numériques issus des réseaux sociaux).

Trois thématiques principales structurent cet axe, autour (1) de la gouvernance territoriale en situation de transition (2) de la production des politiques publiques et (3) des activités liées à la compétition électorale et à la profession politique.

Gouvernance, inégalités et territoires en transition

Cette première thématique interroge de façon centrale la territorialisation des inégalités sociales, économiques, environnementales et leurs effets politiques (mouvements sociaux, action publique multiniveaux et multi-acteurs). Elle est complétée par une interrogation spécifique sur la prise en compte des enjeux des transitions multiples auxquels font face les territoires et les organisations.

Elle s'appuie à titre principal sur le collectif associé à la chaire « Territoires et mutations de l'action publique » (TMAP) qui s'est engagée depuis 2015, avec le soutien d'un ensemble de partenaires publics et privés, dans une série de travaux de recherche (programmes, colloques, thèses) sur les échelles de l'action publique (communes nouvelles, régionalisation), les alliances de territoire, les rapports entre confiance politique et territoires, le gouvernement des solidarités territoriales ou encore la territorialisation de l'action publique départementale.

Initié par des travaux menés sur le temps long et mettant l'accent sur les relations entre centre et périphérie, ce domaine de recherche s'intéresse particulièrement aux processus de localisation et de territorialisation. Renouvelant cette orientation, il s'agit aujourd'hui d'interroger de façon originale le rôle émergent que prennent les acteurs territoriaux dans la régulation des inégalités sociales au sens large.

Que ce soit en termes de comparaison entre des territoires d'un même Etat ou entre des territoires d'Etats différents, l'angle comparatif sera privilégié pour la compréhension des processus de territorialisation et de dé-territorialisation des inégalités sociales, économiques et culturelles. Cet objectif s'appuiera notamment sur la poursuite de collaborations engagées de longue date à l'international avec des collègues et institutions reconnues pour leurs travaux sur la gouvernance multiniveaux, les politiques sociales en Europe et dans le monde.

Département d'évaluation de la recherche

On privilégiera ici quatre séries de questions de recherche :

1. Quelles sont les différenciations territoriales et les expérimentations institutionnelles qui se mettent en place, et quels sont l'opportunité, la pertinence mais aussi les risques de la «différenciation territoriale», en matière d'action publique et de relations entre collectivités territoriales et avec l'Etat ? Ces interrogations se croiseront avec celles sur la dynamique antérieure des réformes institutionnelles de l'Etat et des processus de décentralisation, avec lesquelles elles interagissent fortement.

2. Quelles gouvernances des solidarités humaines et territoriales peuvent être mises en place dans nos sociétés contemporaines, confrontées aux défis des inégalités sociales et territoriales ? Quelles mutations traversent les politiques sociales ainsi que les modes d'action collective dans le champ des solidarités, quelles expérimentations et innovations sociales existent en France et en Europe ?

3. Face à cet enjeu des inégalités multidimensionnelles, comment accompagner les transitions et la résilience territoriale, en pensant le renouvellement des formes de l'action publique, des mobilisations collectives et de la démocratie alors que surgissent des bouleversements multiples (climatique, écologique, économique, démographique...) ?

4. L'action collective relayant ou encadrée par les politiques publiques se fait aussi dans le cadre d'organisations (entreprises de statuts variés, associations, collectivités). Face aux exigences des multiples transitions, ces collectifs organisés adoptent des réactions défensives ou adaptatives qu'il convient d'étudier. On pourra explorer les enjeux majeurs de ces évolutions, à l'interface du politique et de l'organisationnel : quel impact réel des logiques de RSE (Responsabilité sociétale des entreprises) ? Quelle influence aura dans les années à venir l'introduction de la notion de « raison d'être » et d'entreprise à mission (loi PACTE) sur les processus de gouvernance ? Quels vont être les effets des démarches de participation, voire des processus d'horizontalisation des rapports de travail, condition nécessaire de l'acceptation des changements à venir ?

Dynamiques gouvernementales et politiques publiques

Cette deuxième thématique se caractérise par la focalisation sur des actions publiques sectorielles, avec un accent sur des domaines porteurs d'enjeux sociétaux saillants. De façon non exhaustive, on citera les pollutions industrielles et agricoles, l'administration des toxiques et les enjeux de santé environnementale, la gestion des illégalités et des marges dans les politiques urbaines, la régulation des plateformes de services par les villes, les dispositifs et outils de gestion des ressources naturelles, les processus de transition environnementale de l'agriculture.

Département d'évaluation de la recherche

Les questions de recherche travaillées dans ce groupe portent sur les logiques de développement, les déterminants et les impacts des actions de régulation quand elles abordent de nouveaux domaines d'intervention (« l'environnement intérieur », l'encadrement du capitalisme de plateforme en lien avec la question urbaine, la transition écologique, l'érosion massive de la biodiversité, etc.) ou mobilisent des outils aux logiques spécifiques (dispositifs de gestion en matière environnementale, instruments et savoirs des économistes en appui des politiques, solutions « basées sur la nature »).

Plusieurs projets de recherche portés par les membres examineront la façon dont les pouvoirs publics aux différents niveaux élaborent ou mettent en œuvre les politiques citées, en étudiant les coalitions d'acteurs, les types d'instruments de gouvernement mobilisés et leurs effets. En articulation avec l'axe 2, une attention spécifique sera aussi portée aux organisations (ONG) dans leur contribution à ces politiques en s'intéressant aux changements en cours dans leurs registres d'action aux niveaux nationaux et européens.

Du fait des thématiques couvertes en environnement et santé, les travaux engagés se retrouvent aussi pour partie sur la question des interfaces entre sciences et politique, sur le rôle de la mesure, de la connaissance et de l'ignorance dans l'action publique, la place des mobilisations et des coalitions de cause, le rôle des récits, et la capacité à produire du consentement face aux dangers dont se saisissent les acteurs publics. Ces problématiques concernent en particulier une série de programmes en cours qui nourriront les recherches des années à venir : sur l'histoire environnementale d'un site pétrochimique majeur (projet CNRS), sur la gestion contemporaine des pollutions de l'air et les politiques publiques urbaines en comparaison internationale (Défi Rennes 1), la prise en compte des mélanges toxiques dans plusieurs régulations nationales (projet ACE), les déterminants de l'action publique territoriale contre les pollutions industrielles et agricoles (SATORI) ou le gouvernement de l'air et des environnements intérieurs, la protection de la biodiversité.

La dimension comparative internationale à laquelle recourent certains de ses projets converge aussi avec une série de travaux qui ouvre l'axe 3 au-delà des frontières nationales, permettant des comparaisons fécondes avec des horizons de pratiques et de représentations différents : Chine et aire asiatique, Europe du nord, Turquie.

Démocratie et vie politique du national au local

Les recherches regroupées ici s'attachent aux dimensions variées de la vie et de la profession politique en démocratie, en proposant des analyses du métier politique, des partis et de leurs milieux, des campagnes, de la compétition électorale et de son traitement médiatique.

Département d'évaluation de la recherche

Appuyées sur la sociologie électorale et sur les sciences sociales du politique plus généralement (sociologie, histoire, sciences de la communication) avec une approche principalement qualitative, les recherches de cet axe font aussi leur place à des projets mobilisant des données massives (dans le sillage du projet ANR MUTADATA, portant sur la professionnalisation d'une nouvelle expertise politique sous le prisme des big data ; analyse des données issues des réseaux sociaux pour documenter les campagnes électorales locales).

Un projet structurant dans ce cadre est associé à un réseau national de chercheurs, le CREMI (Collectif de Recherche sur les Elections Municipales et Intercommunales), dans lequel une équipe d'Arènes a pris en charge le terrain rennais (en parallèle de 14 autres agglomérations) et des responsabilités de groupes de travail. Le CREMI réunit un large consortium de chercheurs français et propose de s'inscrire simultanément dans un terrain très localisé d'étude (les élections rennaises à l'échelle de l'agglomération), avec une focale large, et dans un collectif national traitant d'entrées plus spécialisées par thématique ou enjeu électoral. Les problématiques abordées concernent les marchés politiques locaux et la nationalisation de la vie politique, le rôle des partis dans l'élection municipale, les enjeux et pratiques électoraux, la standardisation des thèmes de campagne.

De façon complémentaire à ces recherches centrées sur le présent, des travaux des historiens de l'axe invitent à ancrer les réflexions menées au sein de l'unité dans le temps long (préparation, par exemple d'une édition critique et annotée de carnets de guerre (1940-1942) de Claude-Joseph Grignoux, ou encore enquête sur les Indiens dans la guerre du Chaco (Bolivie/Paraguay, années 1920/années 1940).

Axe 4 – Recherche sur les services et le management en santé

Responsables : Emmanuelle Leray (EHESP), Nicolas Sirven (EHESP)

La Recherche sur les services et le Management en Santé (RSMS) est la déclinaison de la version anglo-saxonne de la *Health Services Research* (HSR) au sein de l'UMR ARENES. L'objet final de la RSMS concerne les services de santé et médico-sociaux au travers des différentes dimensions qui en affectent l'accès, l'utilisation, l'organisation, la gestion, le financement, l'efficacité des soins et des services et leur qualité, leurs coûts et leurs impacts sur les patients et la santé des populations. La spécificité d'une telle approche aspire à « l'identification de meilleures stratégies pour organiser, gérer, financer et fournir une prise en charge de haute qualité, la réduction des événements indésirables et l'amélioration de la sécurité des patients » (Agency for Healthcare Research and Quality, 2002).

Département d'évaluation de la recherche

La RSMS propose une analyse du système de santé par le prisme de ses composants que sont les services de santé et médico-sociaux. Elle aborde ainsi les effets des politiques de santé ; les modalités de mise en œuvre, d'efficacité et d'efficience des programmes et actions de santé ; les modes de financement du système de santé et l'organisation des structures et des processus ; l'articulation des secteurs sanitaire et social, la transformation des métiers et des compétences, et les transformations managériales ; le rôle de la technologie médicale, l'influence des déterminants sociaux et des comportements individuels sur l'accès aux soins, la qualité et le coût des soins, l'espérance de vie et la qualité de vie. Certains de ces objets peuvent être regroupés sous le terme d'« innovations » dans la mesure où ils servent à qualifier l'incessante et nécessaire transformation continue du système de santé au travers des expérimentations mises en œuvre et des modifications du cadre de l'action. À ce titre, les innovations invitent à l'évaluation des interventions réalisées dans le champ de la santé, le recours à la recherche interventionnelle s'accélère et génère une demande sociale de production de preuves.

La RSMS est à bien des égards une approche récente en France. L'axe 4 dédié à la RSMS se donne pour objectif de produire des travaux scientifiques variés et complémentaires, qui répondent à la problématique suivante : « Quelles transformations du système de santé sont à l'œuvre ou nécessaires afin de mieux répondre aux besoins de santé actuels et futurs ». Deux lignes de forces modèlent les besoins de santé actuels et futurs : en premier lieu, la part croissante des maladies chroniques dans le fardeau de la morbidité et mortalité (transition nutritionnelle et démographique) ; en second lieu, la menace récurrente des risques émergents. Ces deux forces exercent sur les systèmes de santé une pression, constante pour la première, à caractère d'urgence et d'anticipation pour la seconde, et testent les capacités d'innovation, la réactivité et la résilience des systèmes de santé. Les progrès pour le traitement des maladies chroniques invitent les métiers des domaines sanitaire et social parfois à se redéfinir, souvent à réinventer leur coordination, et ceci en tenant compte du rôle de plus en plus actif des patients. Le contexte relatif à la diffusion du virus SARS-CoV-2 au printemps 2019 a révélé des limites dans la préparation des systèmes de santé à la gestion de crise, mais aussi des capacités insoupçonnées d'adaptation et d'innovation. En témoignent pour le cas français, la croissance en un temps record de l'offre en lits de réanimation, l'organisation à grande échelle de transferts de patients entre services de réanimation, plus généralement la mobilisation des personnels soignants et de gestion des établissements et agences sanitaires pour faire face aux défis quotidiennement posés par la situation de crise.

Sur le plan méthodologique, le projet scientifique en RSMS s'appuie sur les compétences pluridisciplinaires des chercheurs pour développer des projets transversaux (interdisciplinarité), en particulier autour des questions d'évaluation des politiques publiques, des programmes et des actions de santé, et des

Département d'évaluation de la recherche

innovations dans le système de santé. La difficulté méthodologique majeure à développer des évaluations est que les interventions sont complexes, c'est-à-dire que l'analyse rigoureuse doit prendre non seulement en compte les mécanismes de cause à effet, mais aussi les conditions de la mise en œuvre de l'intervention et les relations avec le contexte. L'opportunité de développer un cadre méthodologique commun à plusieurs disciplines est envisagée au travers d'une complémentarité des approches quantitatives et qualitatives. La complémentarité entre approches quantitatives et qualitatives offre la possibilité d'intégrer plusieurs perspectives apportant un avantage pour l'étude des interventions ou programmes complexes, notamment en santé publique où l'interdisciplinarité est une notion essentielle. Autant que possible, le projet RSMS entend favoriser la complémentarité interdisciplinaire en encourageant le recours aux méthodes mixtes (MM) lesquelles représentent une réponse méthodologique pertinente pour l'évaluation des politiques publiques, des programmes et des actions de santé, et des innovations dans le système de santé. Les membres de l'axe 4 contribueront également au groupe transversal « Méthodologie » de l'UMR.

Accès aux soins, populations vulnérables

La question structurelle de cet axe concerne l'adéquation entre l'offre de services au niveau d'un territoire et la demande de soins qui s'adresse (demande effective) ou pourrait s'adresser (demande potentielle) à ces services en fonction des différents groupes sociaux considérés. L'attention sera donnée à : (i) l'accessibilité potentielle, c'est-à-dire, une offre de services qui corresponde aux besoins de santé des populations sur chaque territoire, par exemple l'identification de « déserts médicaux » pour l'analyse des problématiques spécifiques au territoire et des besoins sociaux et sanitaires des populations sur place ; (ii) à la diffusion et l'impact des innovations organisationnelles et technologiques sur l'accès aux soins ; (iii) et au recours aux soins, dans une logique d'identification ou de ciblage des populations les plus à risque et de compréhension des comportements, dans un contexte où des combinaisons d'aides médicales et sociales sont mises en œuvre à différents niveaux et par différents acteurs.

Parcours et acteurs coordonnés sur les territoires de santé

La question de recherche structurante de cet axe concerne l'évaluation des parcours dans une logique d'amélioration de la prise en charge. Les innovations organisationnelles peuvent être développées pour de multiples raisons : (i) réduire les inégalités sociales ou territoriales ; (ii) répondre à un besoin non couvert ; (iii) réagir aux incitations économiques et aux impératifs législatifs ; (iv) évaluer les impacts collatéraux des crises de type Covid-19 sur les bouleversements organisationnels relatifs aux prises en charge des patients, sur les patients eux-mêmes, ainsi que sur les personnels de santé. Plus



Département d'évaluation de la recherche

spécifiquement, l'équipe de chercheurs envisage d'aborder des questions relatives à : l'impact des nouveaux modes de financement des établissements de santé sur les parcours de santé ; les dynamiques de coopération, de concurrence, de conflit, de renégociation des relations de pouvoir, ou plus généralement les formes de division du travail (y compris l'influence des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication, la télémédecine, etc.) ; les effets des nouvelles réformes sur la qualité des soins (IQSS), les pratiques professionnelles, la satisfaction des usagers (PREMs et PROMs, « Patient-Reported Outcomes ») ; les liens observés entre acteurs professionnels et tutelles, régionales ou nationales ; la consommation de soins des patients en lien avec un évènement de santé, à leur trajectoire médicale, personnelle ou professionnelle ; ainsi que l'accès à des soins de haute expertise (Unité NeuroVasculaire, greffe, centres experts Sclérose En Plaques, par exemple) ; en analysant à la fois les déterminants d'un tel recours et les conséquences sur la santé des individus ; les flux (transferts/trajets) des patients au sein des établissements de santé (réseaux d'établissements de santé) ; l'étude de configurations territoriales plus ou moins favorables à la qualité des parcours de santé.

Programmes de prévention transversaux aux services de santé

L'objectif de cet axe de recherche est de concevoir et de tester dans le contexte français des stratégies de changement de comportements individuels fondées sur les preuves et de proposer des recommandations aux acteurs de la santé publique. Les questions de recherche structurantes de cet axe sont les suivantes : Pourquoi les individus adoptent-ils certains comportements favorables ou défavorables à la santé ? (état des lieux, détection et compréhension des raisons qui poussent aux comportements ou ne poussent pas au dépistage, vaccination et nouveaux dispositifs, rôle des préférences, du contexte social et géographique, etc.). Comment faire évoluer durablement ces comportements dans un sens plus favorable à la santé afin d'atteindre différents objectifs de santé publique (au niveau d'une institution comme au niveau d'une population donnée) ? Quels sont les outils et méthodologies innovants qui permettent une aide aux recommandations que ce soit pour les acteurs locaux ou les politiques publiques ? (conception et évaluation de procédure de conseil et d'accompagnement motivationnel intégrant des outils numériques, etc.)

Groupes de recherche transversaux

Genre, santé et construction des problèmes publics

Responsables : Béatrice Damian-Gaillard (Rennes 1), Bleuwenn Lechaux (Rennes 2), Eugénie Saïffa (Rennes 1)

Département d'évaluation de la recherche

Dans le précédent rapport HCERES, l'unité s'était engagée à mettre en œuvre deux chantiers : l'un sur les instrumentalisation ordinaires du genre, l'autre sur la construction et la médiatisation des problèmes publics. Comme mentionné préalablement dans le présent rapport, le premier a mobilisé des collègues rattaché·e·s principalement à l'équipe 2 et a débouché sur l'organisation d'une Section thématique lors du Congrès de l'AFSP à Montpellier en 2017 et d'un colloque international sur la question des rapports ordinaires au genre, à Sciences Po Rennes et à l'Université Rennes 2, les 18 et 19 octobre 2018. Un ouvrage collectif, intitulé *Rapports au genre en politique*, coordonné par Christine Guionnet et Bleuwenn Lechaux, est paru aux éditions Peter Lang en 2020. Le second chantier a consisté à s'interroger sur les différentes dimensions participant de la construction et de la médiatisation des problèmes publics à partir d'une lecture collective des travaux des membres du laboratoire ayant abordé cette thématique, de façon centrale ou périphérique, dans leurs recherches.

Le groupe de recherche « Genre, santé et construction des problèmes publics » entend tirer profit des acquis dont ces deux chantiers ont été le produit, en se fondant sur leurs apports respectivement heuristiques, afin de proposer une recherche novatrice, transversale et soulevant des enjeux contemporains forts, liés aux événements historiques susceptibles de bouleverser les arrangements sociaux de genre, comme l'épidémie de COVID-19 dont l'analyse révèle déjà l'impact différencié de la maladie et de ses effets sociaux en fonction du sexe et du genre. Une des forces de l'unité de recherche réside dans sa capacité à mobiliser à la fois des spécialistes du genre et des chercheur·e·s investissant des objets situés dans une pluralité d'arènes et de forums : celles des mouvements sociaux, des médias, de l'expertise ou bien encore des politiques publiques. Le pari de ce groupe consiste à rassembler ces atouts scientifiques pour établir des passerelles entre différentes traditions de recherche, méthodes et angles d'approche. L'organisation d'un colloque international (2021) intitulé « Ignorance scientifique, ignorance de genre ? La construction genrée des problèmes de santé publique » est pensée comme le volet propédeutique venant impulser les dynamiques de recherche de ce groupe. Inscrit dans une dimension comparative internationale, ce colloque entend s'intéresser – à l'appui des travaux sur les injustices épistémiques – à la façon dont se produisent des savoirs et des ignorances, qu'il s'agit ici de saisir avec les outils du genre, au sein des différents espaces sociaux où se trouve livrée une parole sur la santé : espaces scientifique, médiatique et politique. L'organisation de cet événement sera d'un double profit pour le groupe de recherche institué à cette occasion au sein d'Arènes : d'abord, il permettra de capitaliser et d'enrichir des connaissances déjà constituées dans les domaines de recherche précités, en les faisant converger vers une problématique commune. Ensuite, il donnera aux participant·e·s du groupe l'opportunité de nouer des collaborations de travail avec des chercheur·e·s extérieur·e·s à l'unité, en France comme à l'étranger. Le



Département d'évaluation de la recherche

double profit attendu du colloque, à la fois en termes de connaissances et de construction de réseaux scientifiques, doit pouvoir constituer le socle sur lequel viendra reposer l'élaboration d'une problématique propre au groupe, laquelle pourra nourrir une recherche collective. Des dispositifs de soutien à des projets émergents (proposés par les établissements universitaires ou la MSHB) pourront accompagner le lancement de cette recherche. L'objectif à moyen terme est le dépôt d'une candidature de plus grande envergure auprès de l'ANR ou de programmes européens de type ERC.

Méthodes mixtes et épistémologie des sciences sociales

Responsables : Thomas Aguilera (IEP Rennes) et Tom Chevalier (CNRS)

La question des méthodes en sciences sociales peut être abordée sous l'angle des techniques de collecte et de traitement de données : dans cette perspective il s'agit de connaître et de comprendre les techniques et leurs implications sur les résultats, afin de les utiliser à bon escient et pour réaliser des analyses rigoureuses et répliquables. C'est souvent sous cet angle que les questions de méthodes sont abordées, notamment pour les formations de master et doctorales. C'est aussi cette approche qui irrigue, depuis les années 2000, les nombreuses publications réflexives forgeant et présentant des méthodes renouvelées de traitement de données, qu'elles soient qualitatives, quantitatives ou dites mixtes (QCA, Process tracing, analyses du web...). Mais les enjeux méthodologiques peuvent également être envisagés dans une perspective plus large et plus théorique visant à articuler des réflexions ontologiques, épistémologiques et méthodologiques permettant aux chercheur·e·s de construire leur objet d'investigation (lier la question de recherche, la stratégie de recherche et les méthodes) et d'innover pour participer à une forme accrue de cumulativité scientifique, notamment en réfléchissant aux façons dont peut s'articuler une diversité de méthodes de traitement de données (enjeu des méthodes mixtes).

L'objectif de ce nouveau groupe transversal d'Arènes est de combiner ces deux perspectives afin de contribuer à la formation des chercheur·e·s du laboratoire à une grande diversité de méthodes de collecte et de traitement de données pour la réalisation d'enquêtes en sciences sociales (sociologie, science politique, géographie, anthropologie, histoire, économie) tout en pensant la mobilisation et l'articulation des méthodes de façon théorique et dans une visée de renforcement des stratégies de recherches individuelles et collectives. Trois axes guideront les activités de recherche du groupe transversal :

1. Design de recherche : construction de l'objet, d'un cadrage théorique et d'un système d'hypothèses, problématisation, choix des cas (étude de cas / comparaison) et des méthodes

Département d'évaluation de la recherche

2. Méthodes : présentation, formation à une diversité de techniques de collecte de données et méthodes de traitement (quantitatives et qualitatives) et veille sur les dernières avancées méthodologiques en France et sur le plan international

3. Méthodes mixtes : ces méthodes désignent-elles une articulation ou un dépassement de l'alternative entre méthodes qualitatives et méthodes quantitatives ? Sous quelles conditions un tel dépassement ou une telle articulation des démarches qualitatives et quantitatives sont-ils possibles ? Quelles sont les implications du recours aux méthodes mixtes pour l'épistémologie des sciences sociales ? À quelles techniques ces méthodes renvoient-elles ?

Ce groupe est transversal et interdisciplinaire : il vise à ouvrir un espace de rencontre et de travail collectif entre les chercheur·e·s du laboratoire travaillant dans des disciplines variées, sur des terrains divers et mobilisant des méthodes différentes ; il est aussi pensé comme un espace ressource pour des recherches individuelles et collectives où chacun·e pourra soumettre à la discussion collective ses propres interrogations ; il sera enfin un espace d'innovation qui donnera au laboratoire Arènes une place majeure dans les espaces national et européen des sciences sociales qui connaissent des innovations rapides dans le domaine des méthodes, notamment s'agissant des méthodes mixtes.

Plusieurs types d'activités de recherche collectives existantes ou en projet pourront s'insérer dans ce groupe transversal :

- Les « ateliers de la recherche » animés par Clémentine Comer et Gildas Brégain depuis 2018 se poursuivront de façon autonome mais pourront donner lieu à des formes de coordination et/ou des activités communes.

- Un séminaire du groupe sera organisé tous les deux mois sur le format d'une journée : le matin, un intervenant (du laboratoire ou extérieur) présentera ses réflexions méthodologiques ou travaux (publication en cours à l'appui) ; l'après-midi, les membres du groupe discuteront leurs recherches respectives en compagnie de l'intervenant·e. À terme, ce séminaire a pour dessein d'aboutir à des publications collectives.

- Le groupe participera à l'organisation d'une école d'été annuelle sur les questions de design et de méthodes mixtes à destination des jeunes chercheur·e·s en sciences sociales. Dans la lignée du groupe transversal, trois grands volets seront abordés par des intervenant·e·s internationaux et français spécialistes de ces questions. Il s'agira tout d'abord de penser les stratégies de recherche (design) afin d'aider les jeunes chercheur·e·s à concevoir et bâtir la problématisation de leur recherche, à opérer un choix d'architecture (étude de cas, comparaison) puis de méthodes de collecte et de traitement des données. Enfin, l'école d'été focalisera plus précisément sur l'enjeu de l'articulation des méthodes (« méthodes mixtes »). Suivant ces trois objectifs, l'école d'été vise à travailler avec les jeunes chercheur·e·s sur les recherches théoriques portant sur



Département d'évaluation de la recherche

les enjeux de design et de méthodes, tout en les aidant à constituer une boîte à outils pratique pour concevoir ou achever leur propre recherche doctorale ou post-doctorale.

Politiques des savoirs environnementaux

Responsable : Benoît Giry (IEP Rennes)

La sociologie de l'environnement a connu, au cours de son histoire, trois changements de problématique : d'abord focalisés sur le rôle de l'environnement dans les processus sociaux, les sociologues sont ensuite passés à une analyse des déterminants de la dégradation environnementale puis, au cours des années 2000, à un questionnement sur les politiques publiques et les modes de gestion de l'environnement. Mis en place en 2016, le groupe de recherche transversal sur les questions environnementales et écologiques (« chantier environnement ») avait pour but d'identifier, de fédérer et de stimuler les travaux relevant de ce domaine thématique au sein d'Arènes. Au cours de ces années d'existence, le collectif a permis de mieux connaître les recherches menées au sein du laboratoire, d'intégrer les doctorant.e.s dans une dynamique au contact des chercheurs confirmés, de nouer des collaborations extérieures et de monter plusieurs événements scientifiques nationaux (journées d'études sur les questions d'articulation entre la santé et l'environnement, d'énergie, de pollution de l'air) et de lancer des recherches collectives impliquant plusieurs membres (Demoster, Sofiane).

Le projet 2022-2026 se propose de poursuivre cette dynamique et de continuer à jouer un rôle d'animation scientifique, d'intégration des membres et de mise en visibilité des activités d'Arènes sur la thématique environnementale. Mais, fort du travail préparatoire qui l'a précédé, il envisage aussi d'autres objectifs, notamment en termes de production scientifique, comme la préparation de publications collectives ou la construction de projets de recherche.

À cette fin et à partir du diagnostic collectif mené dans le groupe en 2019, un nouvel axe de travail a été identifié : il consiste à interroger le rôle des savoirs dans le traitement des questions environnementales, les modes de gestion de l'environnement, les politiques publiques (« polities ») et l'action et la compétition politique (« politics »). Les enjeux environnementaux contiennent, en effet, une forte « teneur cognitive » : de nombreux problèmes publics environnementaux, non immédiatement accessibles à l'expérience humaine, dépendent de la médiation de dispositifs de connaissance (changement climatique, disparition des espèces, etc.). Par ailleurs, les différentes formes d'action publique prétendant les prendre en charge s'appuient, elles aussi, sur une intense production de connaissances. Ces deux propriétés de l'action publique environnementale rendent la question de la constitution et de la stabilisation des « savoirs » en la matière particulièrement urgente. Articulés mais non réductibles à la dynamique des sciences, pluriels, parfois concurrentiels, ces « savoirs » sont, en raison des pratiques, des collectifs et des instruments qu'ils

Département d'évaluation de la recherche

constituent (modèles, algorithmes, systèmes d'information et bases de données, dispositifs métrologiques, etc.), un ressort central de la compréhension des régulations environnementales se déployant aux différents niveaux de l'action publique.

Sur le plan de la dynamique collective de travail, ce type d'entrée permet d'encourager la réflexion et le montage de projets autour de sujets multiples comme le rôle des professions savantes (chercheurs, ingénieurs, économistes, modélisateurs) et des savoirs experts, techniques et profanes dans l'action publique, les processus de transformations des savoirs en pratiques, en collectifs ou en instruments d'action publique, les logiques d'influence (exercées par des intérêts privés, professionnels voire étatiques) auxquels l'invention et la promotion de ces savoirs donnent lieu ou les modes de contestation menées par des groupes mobilisés ou des intervenants divers dans la construction des problèmes. Comment se forment les savoirs environnementaux ? Comment deviennent-ils socialement disponibles ? Sous quelles conditions se révèlent-ils politiquement efficaces ? Dans ce faisceau de questionnements, les apports d'une sociologie de l'action publique s'articulent à ceux de la sociologie des sciences et des savoirs et permettent d'interroger les interfaces entre la production de savoirs et la construction de problèmes, l'élaboration et la mise en œuvre de politiques publiques en matière de problèmes environnementaux.

Afin de mener à bien son programme, le groupe de travail se donne pour objectifs :

- La tenue de réunions de travail tous les deux mois. Organisées autour de lectures, de rencontres de chercheurs et chercheuses, ces réunions devront permettre d'identifier un axe problématique resserré au cours de l'année 2021 afin d'élaborer des pistes précises susceptibles d'organiser un travail collectif de recherche.
- La constitution d'une équipe et d'un projet en vue d'obtenir un financement ANR.
- La mise en place de projets éditoriaux (numéros spéciaux de revues, ouvrages, articles individuels et collectifs), permettant de poursuivre l'effort de valorisation engagé au cours des années précédentes.

L'ensemble de ces objectifs doit permettre de franchir un palier supplémentaire dans la structuration et la dynamique scientifique d'Arènes autour des questions d'environnement.

3. Gouvernement et fonctionnement de l'UMR

Des moyens et mesures organisationnels spécifiques sont à prévoir pour répondre aux choix opérés dans ce projet scientifique, mais aussi pour compenser les faiblesses structurelles identifiées dans l'UMR, tout



Département d'évaluation de la recherche

particulièrement sa configuration multitutelles et multisite, à l'origine de forces centrifuges importantes et d'un manque d'interconnaissance interne.

Une réponse globale à ce défi réside dans un gouvernement partagé et un fonctionnement réellement collaboratif. Le laboratoire Arènes est attaché à une organisation démocratique de la décision collective qui fait partie de son identité et qu'il entend développer. Concrètement, le conseil d'unité verra ses attributions renforcées, avec un positionnement requis sur des sujets centraux tels que les allocations budgétaires, les choix de communication ou le vote des profils scientifiques des postes d'enseignants-chercheurs rattachés à l'UMR. Pour améliorer le fonctionnement, et afin d'éviter de multiplier les structures, le conseil d'unité et le conseil d'orientation scientifique (devenu progressivement caduc en 2015-2019) devraient fusionner en un seul organe délibératif.

La collégialité sera aussi au fondement de la nouvelle équipe de direction, avec une organisation multiniveaux destinée à garantir une circulation de l'information, une décision collective et une présence pérenne sur le terrain. La direction proprement dite de l'UMR reposera sur un directoire associant un.e directeur.rice et des adjoints représentant toutes les tutelles actuelles ou envisagées : EHESP, Rennes 1, IEP, Rennes 2. À cette équipe de direction stricto sensu s'ajouteront des personnes missionnées sur différentes responsabilités : lien enseignement et recherche (question des masters et des EUR), intégration des doctorants et liens avec l'école doctorale, relations entre ITA, finances du laboratoire, communication interne et externe, organisation du séminaire général.

Au-delà de ces principes généraux, plusieurs questions méritent des développements plus longs, relatives à la communication, aux doctorants, à l'exemplarité des pratiques scientifiques, aux personnels d'appui à la recherche et à l'animation scientifique.

Aide et encouragement aux activités de recherche

Un des constats de l'analyse stratégique réside dans le manque de disponibilité des personnels enseignants pour la recherche, du fait de charges de formation et de gestion qui tendent à s'accroître. Ces difficultés peuvent être accrues dans certaines situations, comme pour les collègues travaillant en IUT. Le rôle du laboratoire consiste à reconnaître ces contraintes pesant sur l'activité de recherche et à œuvrer pour favoriser un environnement plus favorable et stimulant, mais aussi en levant les obstacles liés aux moyens nécessaires, dans la mesure de ses ressources. Ceci pourra prendre la forme de financements spécifiques (achats, soutien matériel à la recherche) alloués par le conseil de laboratoire sur dossier.

Une politique de communication et de valorisation renforcée

Afin de poursuivre sa politique de communication, le laboratoire, appuyé sur sa chargée de communication, lancera des actions spécifiques. Il s'agira de

Département d'évaluation de la recherche

pérenniser et de développer la lettre interne lancée récemment et de faire vivre le nouveau site internet du laboratoire de façon plus interactive, notamment en incitant les membres à actualiser leur page ou les données relatives à l'axe ou le collectif de recherche qu'ils dirigent. Des traductions seront réalisées afin de permettre une diffusion et valorisation internationale des activités d'Arènes.

Une politique incitative forte et des accompagnements techniques seront aussi mis en place, afin d'accélérer le dépôt des publications sur HAL, avec comme objectif un référencement systématique de l'essentiel des publications d'ici deux ans et l'adoption systématique de la signature commune à l'UNIR.

Une nouvelle configuration du site devrait permettre de mieux valoriser les activités des collectifs et chercheurs du laboratoire, tout en autorisant davantage d'interactivité et une mise à jour facilitée des informations sur le site du laboratoire par tous les membres et responsables d'axes, groupes de recherche et séminaires.

L'objectif central du prochain contrat consistera à centraliser davantage d'informations importantes sur le site du laboratoire, non seulement pour ce qui concerne la vie collective et l'animation scientifique de l'unité mais également sous la forme d'un intranet, regroupant les informations d'actualité de la direction (réunions diverses, comptes rendus, calendriers, etc.). L'objectif consiste à alléger les échanges de courriels mais aussi à veiller à la bonne communication entre tous les chercheurs et au maintien des nombreux vecteurs de travail en commun pour une UMR dont l'une des caractéristiques est l'éclatement sur plusieurs sites.

[Un soutien affirmé aux doctorants, à la politique doctorale et aux activités de recherche](#)

Au sein du laboratoire, outre les ateliers de la recherche, les doctorants continueront à organiser un séminaire spécifique leur permettant de discuter de l'avancée de leur thèse et de s'enrichir de leurs expériences mutuelles, tant en ce qui concerne l'écriture de la thèse que pour ce qui a trait aux questions méthodologiques et à l'intégration à l'univers académique et professionnel. Ils seront en outre impliqués dans la vie du laboratoire (participation au conseil de laboratoire, animation de l'atelier de la recherche, discussions lors du séminaire général ou de colloques, etc.).

Pour répondre à des demandes formulées lors des réunions préparatoires à la rédaction du projet scientifique, plusieurs personnes seront missionnées dans l'équipe de direction pour s'occuper spécifiquement de cette question et réfléchir à la possibilité de rédiger une charte doctorant.e – encadrant.e(s). Un effort sera fait sur les comités de thèses, notamment afin d'explicitier davantage les règles de fonctionnement et d'homogénéiser des pratiques jusqu'à présent diverses.

Département d'évaluation de la recherche

Les ateliers de la recherche et les séminaires des doctorants constitueront deux cadres privilégiés pour que les doctorants puissent être collectivement soutenus et accompagnés dans la rédaction de leur thèse et de leurs publications, avec des journées complémentaires consacrées à l'insertion professionnelle et académique. Pour l'insertion extra-académique, une réflexion sera menée pour organiser des dispositifs permettant de mieux connaître les débouchés possibles (type annuaire des anciens). Une meilleure diffusion de l'information concernant les propositions de vacations et de participation aux jurys de mémoires sera recherchée, notamment grâce à une rubrique intranet et à un mailing général adressé à tous les doctorants.

Comme souligné dans le SWOT et dans la partie bilan, la question du nombre d'encadrants potentiels de nouveaux doctorants constitue incontestablement un point faible du laboratoire. Du fait de plusieurs départs ou mutations non remplacés, les titulaires PR, DR ou MCF HDR sont trop peu nombreux. Deux pistes seront investies par la direction : d'une part une demande soutenue de supports de postes PR dans tous les établissements où se trouvent des EC Arènes. D'autre part une politique de soutien et d'incitation envers les MCF, pour qu'ils puissent passer une HDR dans les meilleures conditions. Un groupe de travail aura pour mission de réfléchir aux leviers possibles pour encourager la préparation de HDR, débattre de la possible codirection de thèse par des MCF non HDR, et réfléchir en outre aux conditions d'une meilleure répartition des doctorants entre encadrants (avec comme question mise au débat, la possibilité de limiter le nombre de thèses encadrées par un même enseignant-chercheur).

Une politique de communication accrue et plus systématique sera organisée dans le cadre des masters 2 dans lesquelles les chercheurs et enseignants-chercheurs d'Arènes interviennent, afin que tous les encadrants potentiels, qu'ils interviennent ou non dans ces masters, puissent être connus et sollicités pour encadrer de nouveaux doctorats.

Une vigilance sur la question des personnels ITA

La répartition des tâches entre les quatre ITA a pu poser problème dans les années passées. Le suivi des personnels ITA constituera par conséquent une priorité de l'équipe de direction dans les années à venir, afin de limiter la souffrance au travail et de permettre une meilleure articulation entre les personnels dans le respect des attributions, fiches de poste et missions ayant fait l'objet d'un accord collectif. Le départ en retraite de la responsable administrative à une échéance proche posera en outre des difficultés en privant le laboratoire d'un personnel au rôle central. Cette évolution demandera un accompagnement spécifique de la part des établissements tutelles et une discussion avec les personnels sur leurs attributions dans la période transitoire.

Département d'évaluation de la recherche

Pour une exemplarité des pratiques

Le laboratoire s'engagera également dans une démarche de promotion de pratiques, par la pédagogie et l'incitation, correspondant aux exigences qui s'imposent à la recherche d'aujourd'hui : affichage et respect des normes de l'éthique scientifique ; parité aux postes de responsabilité ; développement de la science ouverte ; prise en compte des objectifs de lutte contre le changement climatique avec la production d'une charte écologique (dans le sens du mouvement « 1point5 » appliquant ces principes au secteur de l'ESR).

L'animation scientifique

La vie interne du laboratoire sera essentiellement organisée à travers les vecteurs actuels d'animation de la recherche, qui donnent à voir une grande vitalité de notre vie collective : séminaire de rentrée permettant la présentation des travaux des membres d'Arènes, séminaire général bimestriel avec invitations de chercheurs extérieurs au laboratoire, séminaires spécifiques aux axes et collectifs de recherche, colloques et journées d'études, ateliers de la recherche (destinés à explorer des questions plus méthodologiques transversales).

Nous souhaitons aussi que la présentation des travaux de recherche des membres du laboratoire soit plus fréquente, afin de renforcer l'interconnaissance scientifique au sein du laboratoire.

Pour cela, une journée hebdomadaire (par exemple les « Mardis d'Arènes ») sera sanctuarisée pour être consacrée à la discussion scientifique collective et faciliter l'organisation des différents événements de la recherche (séminaire général, ateliers de la recherche, présentation des travaux des membres du laboratoire, séminaires d'axe, etc.). Cette séquence deviendra le créneau banalisé privilégié pour l'organisation de ces moments collectifs.

Un séminaire de clôture sera organisé annuellement, permettant de faire le bilan de l'année, de proposer un moment d'intégration et de convivialité et d'annoncer le programme de séminaires de l'année suivante. Il sera aussi l'occasion de renouveler si besoin les chercheurs et chercheuses à la tête de chaque équipe et chantier, permettant de répartir équitablement l'effort d'animation scientifique.

Enfin, comme indiqué, la communication interne concernant les événements scientifiques organisés par le laboratoire sera renforcée par des instruments ad hoc (mise en visibilité de l'agenda scientifique, rappel régulier par mails, etc.).

Le séminaire des « ateliers de la recherche » sera une pièce centrale de la réflexion méthodologique dans l'UMR, en lien avec le groupe transversal sur les méthodes. Les « Ateliers » ont pour objectif de permettre aux membres de l'unité, juniors et seniors, de présenter leurs travaux en cours, d'échanger sur différentes méthodologies de recherches. En présentant des travaux de recherche depuis le stade du projet, des questions méthodologiques posées par le passage du recueil à l'interprétation, jusqu'à la valorisation (présentation de



Département d'évaluation de la recherche

communications dans des congrès, working papers, articles ou chapitres publiés), les ateliers de la recherche sont centrés sur la production scientifique des membres de l'unité. Ils favorisent des échanges entre tous les membres du laboratoire appartenant à des axes et à des disciplines différentes (science politique, sociologie, histoire, géographie, etc.), et promeuvent donc une dynamique collective entre axes. Ils offrent un complément de formation aux doctorants, très nombreux à participer à ces séminaires. Les Ateliers de la recherche seront reconduits avec une vigilance toute particulière pendant les prochaines années, avec des alternances au sein de la coordination, mais impliquant toujours un titulaire et un non-titulaire (doctorant, post-doctorant). Ils constitueront un point d'appui important dans la politique d'aide aux doctorants.



Département d'évaluation de la recherche

Annexe 1 : lettre d'engagement

....., le

Je, soussigné(e), (Nom Prénom)..... en tant que
directeur(rice) de l'entité de recherche
.....

certifie, par la présente, l'exactitude des données contenues dans le dossier d'autoévaluation,
comprenant le document d'autoévaluation et les deux fichiers Excel « Données du contrat en
cours » et « Données du prochain contrat ».

Signature

Annexe 5 / Rédaction du projet scientifique d'ARENES 2022-2026 : un processus collaboratif

En juin 2019, une équipe a été chargée par la Direction de l'UMR Arènes d'organiser la concertation des membres de l'unité pour élaborer la partie projet du présent rapport d'auto-évaluation HCERES. Cette équipe a été validée dans sa composition par un vote en assemblée générale à l'automne 2019. Elle comprend sept membres (CR CNRS et EC) représentant la diversité des établissements de tutelles, axes et disciplines de l'UMR.

En octobre 2019, une collecte de questionnaires (n = 50) a été réalisée auprès des membres de l'unité, tous statuts confondus, afin de connaître leurs projets individuels et collectifs et les suggestions de fonctionnement (avec synthèses thématiques) en parallèle de la constitution d'un document collaboratif (Framapad). À partir du traitement de ces questionnaires, deux réunions de débat ont été conduites (4 novembre et 17 décembre 2019), ouvertes à l'ensemble des membres, avec invitation de collègues intéressés par une intégration (notamment issus de l'EHESP). Ces réunions ont permis une restitution synthétique des questionnaires, des débats généraux, ainsi que la tenue d'ateliers thématiques (structuration en axes et chantiers, gouvernance interne, lien enseignement/recherche, intégration des nouveaux collègues de l'EHESP, etc.).

Ce travail a été complété par une réflexion propre à chaque « équipe » et « chantier transversal » pour élaborer son projet scientifique spécifique.

Outre les rencontres évoquées ci-dessus, une série de réunions et d'échanges ont également été consacrés à l'extension du périmètre de l'UMR et à l'étude d'un rapprochement avec le groupe RSMS de l'EHESP dans le premier semestre 2020.

Une dernière phase d'élaboration conjointe a été mise en œuvre à l'été 2020 afin d'inclure des propositions alternatives issues de membres d'Arènes et de prendre en compte des recommandations des établissements de tutelles, demandant en particulier la création d'un axe spécifique consacré à la « Recherche sur les services et le management en santé ».

Pour mémoire, l'UMR a conservé le document collaboratif qui rassemble la plus grande partie des contributions des membres (incluant la liste des participants) à la production de ce projet. Que toutes et tous soient remerciés pour leur contribution .